

ENQUETE FNTF
CONSEQUENCES DE L'EPIDEMIE DU CORONAVIRUS SUR L'ACTIVITE DES TRAVAUX PUBLICS
FOCUS TRAVAUX ROUTIERS ET AÉROPORTUAIRES



PRÉAMBULE

L'épidémie de Coronavirus Covid-19 impacte fortement l'activité des entreprises de Travaux Publics sur tous les territoires et pour toutes les spécialités. La FNTF vous a donc proposé le 23 mars 2020 une enquête pour mesurer les conséquences de cette épidémie sur l'activité des Travaux Publics. Nous vous remercions d'avoir diffusé très largement cette enquête sur vos territoires. L'enquête s'est déroulée du 23 mars après-midi au 26 mars au soir.

Les entreprises ont été très nombreuses à répondre pour un planning aussi serré **1 581 entreprises, soit un taux de réponse de 21%**.

La FNTF proposera, probablement d'ici deux à trois semaines, une deuxième enquête portant davantage sur la situation économique des entreprises avec des points plus quantitatifs sur la trésorerie des entreprises et les délais de paiements des maîtres d'ouvrage notamment.

A partir des données de cette enquête, la FNTF a pu dresser ce **premier état des lieux** de la situation et de **recenser les préoccupations** pour l'activité actuelle et future des entreprises. Les entreprises ayant renseigné la **région de leur siège social**, leur **activité principale** et la **taille de leur entreprises**, les résultats peuvent être présentés pour chacune de ces caractéristiques. Nous attirons toutefois l'attention sur le fait que les résultats ne seront pertinents et donc diffusés que pour les régions et spécialités pour lesquelles le taux de réponse est suffisamment élevé.

Ce tableau de bord reprend l'intégralité des questions posées dans l'enquête et en détaille les réponses. Il est composé de 5 pages :

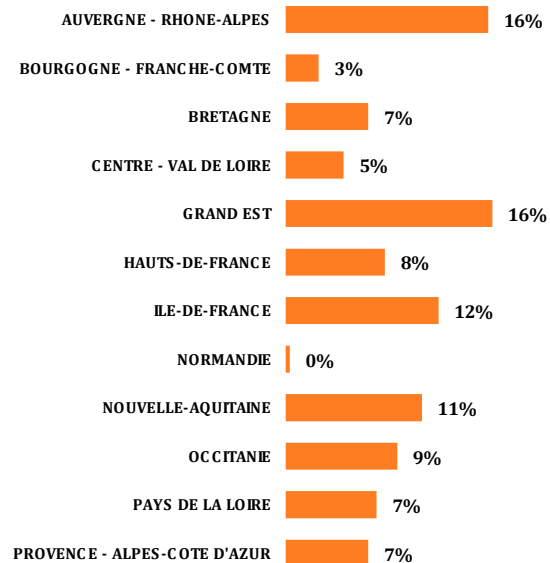
- une première page de présentation des répondants à l'enquête,
- trois pages présentant la situation actuelle des entreprises vis-à-vis de leurs chantiers, de leurs maîtres d'ouvrage, de leurs fournisseurs, de leurs salariés, et des mesures de protection,
- une dernière page présentant quelques premiers éléments visant à évaluer les capacités des entreprises pour une reprise éventuelle de l'activité (même dégradée).

CARACTÉRISTIQUES DES RÉPONDANTS À L'ENQUÊTE POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAUX ROUTIERS ET AÉROPORTUAIRES

305 répondants soit : 19,7% de l'ensemble des répondants
22,1% de l'ensemble des adhérents de la spécialité

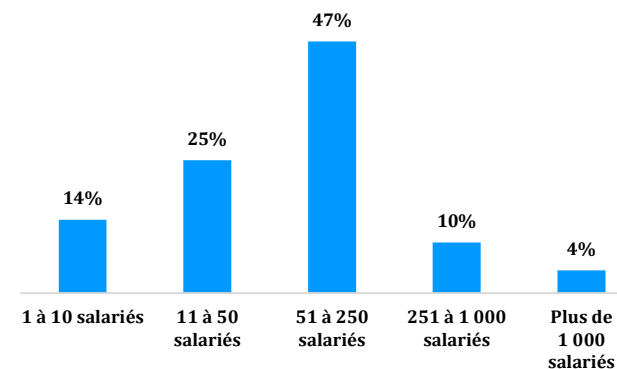
RÉGION DU SIÈGE SOCIAL

Taux de réponse : 100%



TAILLE D'ENTREPRISES

Taux de réponse : 100%



ENQUETE FNTF

CONSEQUENCES DE L'EPIDEMIE DU CORONAVIRUS SUR L'ACTIVITE DES TRAVAUX PUBLICS

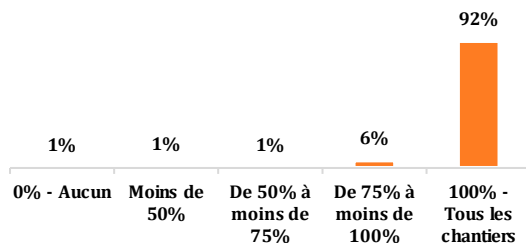


SITUATION ACTUELLE DES ENTREPRISES - TRAVAUX ROUTIERS ET AÉROPORTUAIRES - 1/3

C HANTIERS

Combien avez-vous de chantiers à l'arrêt aujourd'hui? (en % de l'ensemble de vos chantiers)

Taux de réponse : 100%



Commentaires

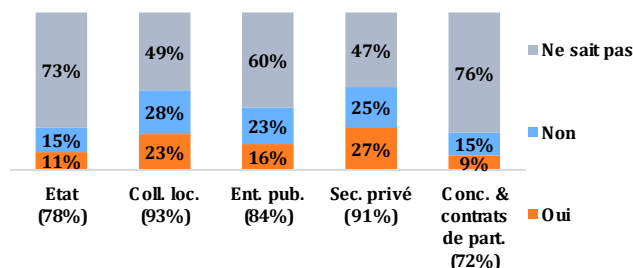
92% des entreprises déclarent que l'intégralité de leurs chantiers sont à l'arrêt.
 Les raisons évoquées : demande des maîtres d'ouvrage, impossibilité de mettre en œuvre les dispositifs barrières préconisés, équipes en arrêt, problèmes d'approvisionnement, etc.

Pour 3% des entreprises au moins 25% des chantiers ont repris ou sont encore en fonctionnement
 Les raisons évoquées : caractère urgent / prioritaire, équipes d'astreinte

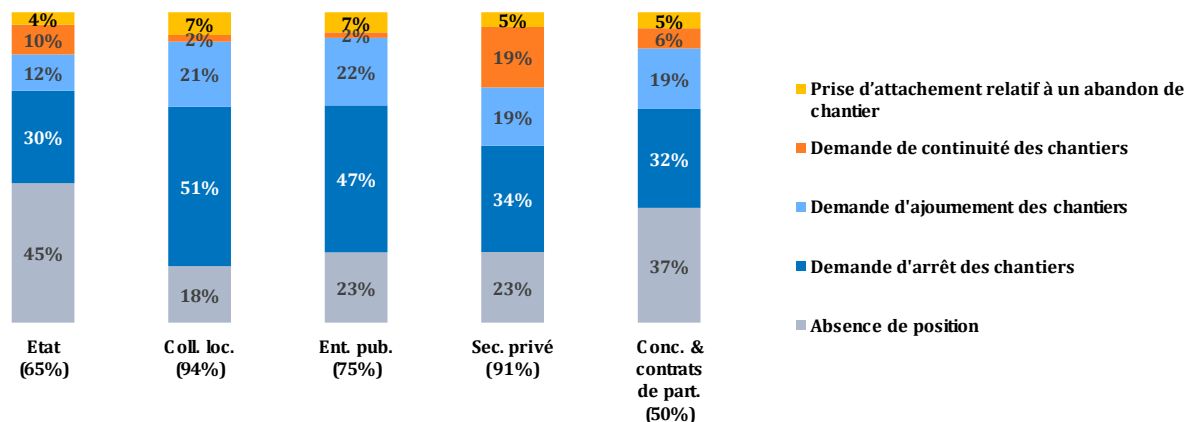
MAÎTRES D'OUVRAGE

Taux de réponse entre parenthèses dans les graphiques

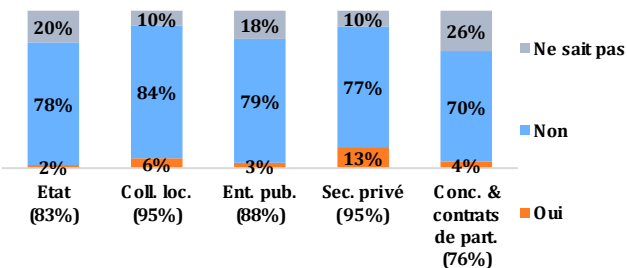
Observez-vous des décalages de paiements de factures ?



Quelle est la position des maîtres d'ouvrage vis-à-vis de vos chantiers ?



Avez-vous des annulations de commandes depuis le début de la crise ?



Commentaires

Plus de 69% des entreprises indiquent que les collectivités locales et les entreprises publiques demandent l'ajournement ou l'arrêt de leurs chantiers. Elles ne sont que 41% dans le cas des commandes de l'Etat.
 L'absence de position sur la continuité ou non des chantiers reste importante. 45% des entreprises constatent une absence de position de l'Etat.
 19% des entreprises indiquent que le secteur privé demande la continuité des chantiers.

Beaucoup d'entreprises ne se prononcent pas encore sur les délais de paiement et très peu constatent aujourd'hui des annulations de commandes, hormis pour le secteur privé qui se démarque (27% des entreprises constatent des délais de paiement et 13% des entreprises constatent des annulations de commandes)

ENQUETE FNTF

CONSEQUENCES DE L'EPIDEMIE DU CORONAVIRUS SUR L'ACTIVITE DES TRAVAUX PUBLICS

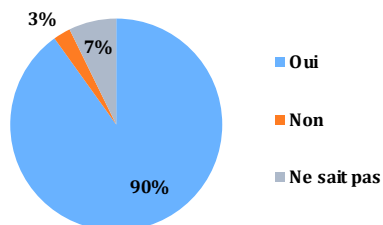


SITUATION ACTUELLE DES ENTREPRISES - TRAVAUX ROUTIERS ET AÉROPORTUAIRES - 2/3

FOURNISSEURS

Rencontrez-vous des problèmes d'approvisionnement en matériaux / matériels ?

Taux de réponse : 99%



Pour quels types de matériaux / matériels avez-vous des problèmes d'approvisionnement ?

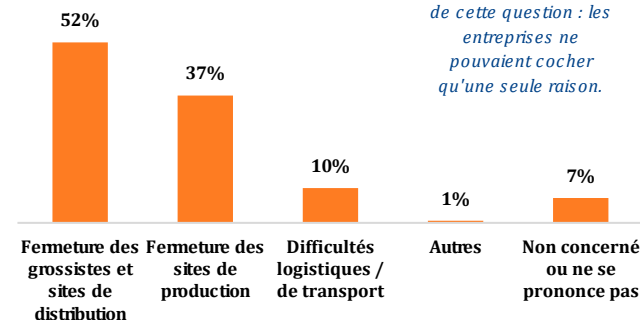
Taux de réponse : 75%

Tous les matériaux / matériels semblent être concernés.
Les plus fréquemment cités sont les suivants :

- Enrobés
- Granulats
- Tuyaux / canalisations
- Béton
- PVC
- Fer
- Agrégats

Quelles principales raisons identifiez-vous pour ces difficultés d'approvisionnement ?

Taux de réponse : 95%



Problème de conception de cette question : les entreprises ne pouvaient cocher qu'une seule raison.

Commentaires

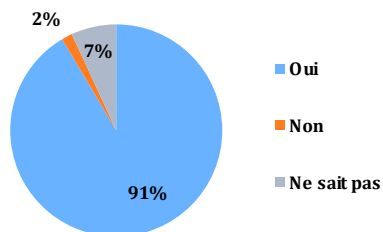
90% des entreprises rencontrent des problèmes d'approvisionnement en matériaux / matériels.
Cela concerne tous les domaines : granulats, enrobés, tuyaux, canalisations, PVC, béton, fer, agrégats, etc.

Les entreprises expliquent ces difficultés d'approvisionnement principalement par le fait de la fermeture des grossistes et sites de distribution et la fermeture des sites de production. Une part non négligeable l'explique aussi par des difficultés logistiques / de transport.

MESURES DE PROTECTION POUR LES CHANTIERS

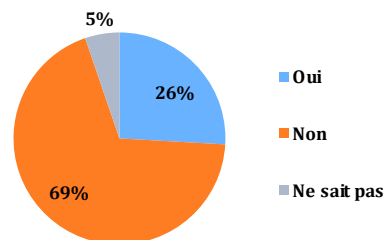
Rencontrez-vous des problèmes d'approvisionnement en produits de sécurité (masques, gel hydroalcoolique,...) ?

Taux de réponse : 100%



Etes-vous sollicité par les préfetures pour la réquisition de ces produits ?

Taux de réponse : 100%



Commentaires

91% des entreprises rencontrent des difficultés d'approvisionnement en produits de sécurité (masques, gel hydroalcoolique...)
7% n'ont pas assez de visibilité pour se prononcer sur ce sujet.

26% des entreprises déclarent être sollicitées par les préfetures pour la réquisition de ces produits.
69% affirment qu'elles ne le sont pas.

ENQUETE FNTF

CONSEQUENCES DE L'EPIDEMIE DU CORONAVIRUS SUR L'ACTIVITE DES TRAVAUX PUBLICS

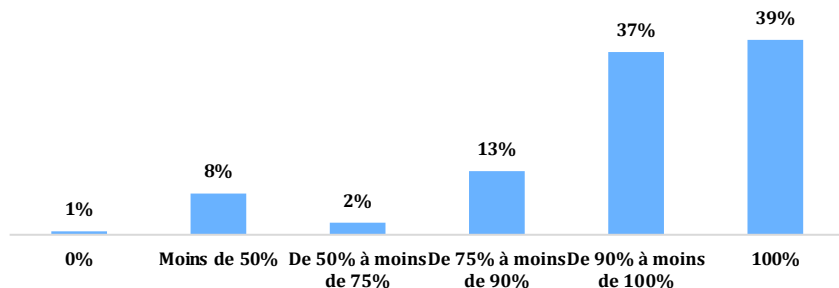


SITUATION ACTUELLE DES ENTREPRISES - TRAVAUX ROUTIERS ET AÉROPORTUAIRES - 3/3

SALARIÉS

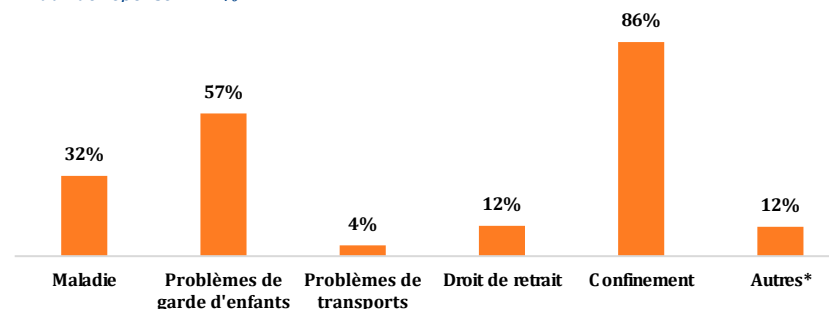
Quelle est la part de vos effectifs en arrêt ?

Taux de réponse : 95%



Quels sont les motifs d'absentéisme ?

Taux de réponse : 100%



* Autres : Arrêts des chantiers, activité partielle, congés

Combien comptez-vous de cas testés positifs au Coronavirus parmi vos effectifs ?

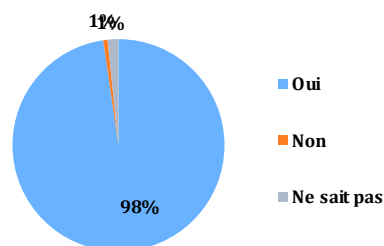
Taux de réponse : 97%

La majeure partie des entreprises n'a pas pu répondre à cette question ou indiqué 0 cas en précisant leur incertitude étant donné que les tests de dépistage au Covid 19 ne sont pratiqués que dans des cas très particuliers.

42 entreprises, soit 14% des entreprises comptent des cas positifs ou ont des suspicions de cas positifs

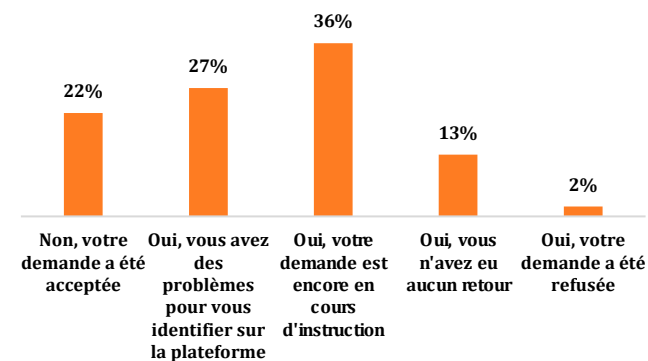
Avez-vous déjà ou comptez-vous déposer une demande d'activité partielle ?

Taux de réponse : 100%



Avez-vous rencontré des difficultés pour bénéficier du dispositif de l'activité partielle ?

Taux de réponse : 94%



Commentaires

Pour 91% des entreprises, plus de la moitié des salariés sont en arrêt. Pour 39%, cela concerne la totalité de leurs salariés.

Le raison principale évoquée est le confinement : 86% des entreprises citent ce motif d'absentéisme. 57% des entreprises expliquent aussi cet absentéisme par les problèmes de garde d'enfants et 32% par les congés maladies.

98% des entreprises ont déjà ou ou comptent déposer une demande d'activité partielle.

Pour 22% des entreprises la demande d'activité partielle a été acceptée.

Pour 36% des entreprises, leur demande est en cours d'instruction.

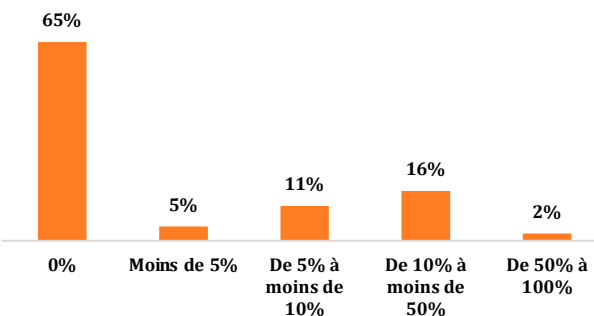
40% des entreprises n'ont à ce jour pas de retour ou ont des problèmes pour s'identifier sur la plateforme de demande.

CONDITIONS POUR UNE REPRISE DE L'ACTIVITÉ - TRAVAUX ROUTIERS ET AÉROPORTUAIRES

C HANTIERS

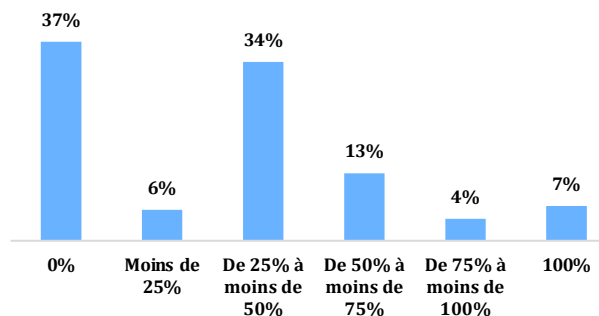
Quelle est, selon vous, la part de vos chantiers pouvant relever du caractère d'urgence (sécurisation de l'espace public, continuité du service public, travaux utiles aux services de santé, etc.) ?

Taux de réponse : 98%



Quelle serait, selon vous, la part de vos chantiers pouvant être mis en conformité avec les règles de mesures sanitaires et pouvant redémarrer ?

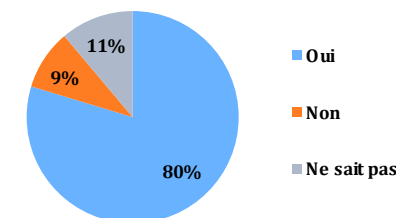
Taux de réponse : 96%



FOURNITURES

Pensez-vous rencontrer des difficultés d'approvisionnement en matériaux / matériels qui pourraient limiter la reprise de l'activité ?

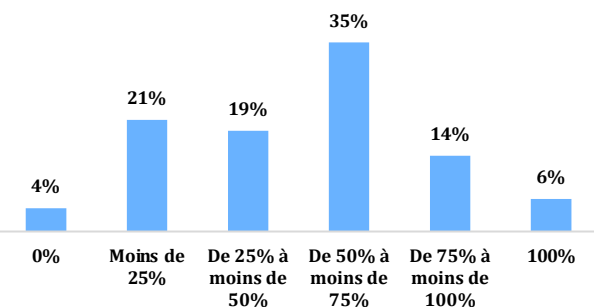
Taux de réponse : 100%



SALARIÉS

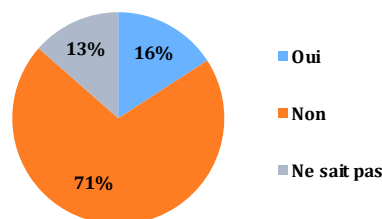
Quelle serait, d'après vous, la part de vos effectifs mobilisables en cas d'une reprise de l'activité, même dégradée ?

Taux de réponse : 97%



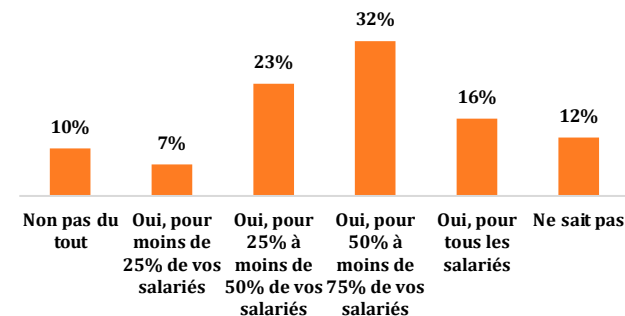
Pensez-vous avoir des solutions d'hébergement, de restauration et de déplacement sur les lieux des chantiers adaptées en cas de reprise de l'activité ?

Taux de réponse : 99%



Pensez-vous recourir à l'activité partielle en cas de reprise de l'activité ?

Taux de réponse : 100%



Commentaires

65% des entreprises n'ont a priori aucun chantier à caractère urgent / prioritaire. 18% en compteraient au moins 10%.
 37% des entreprises pensent qu'elles ne pourront mettre aucun de leur chantier en conformité (règles de sécurité sanitaire).
 80% des entreprises pensent que des difficultés d'approvisionnement en matériaux / matériels freineront la reprise de l'activité.

En cas de reprise de l'activité, pour 6% des entreprises, l'intégralité des salariés seraient mobilisables. Pour 44% moins de la moitié des salariés seraient mobilisables.
 Il faudra trouver des solutions pour les 71% d'entreprises qui ne pensent pas avoir de solution d'hébergement, de restauration et de déplacement sur les lieux des chantiers.
 78% des entreprises pensent qu'elles recoureront à l'activité partielle en cas de reprise de l'activité ; pour 48% des entreprises, cela concernerait de la moitié de leurs salariés.
 10% pensent qu'elles ne feront pas appel à ce dispositif.